

Samedi 4 mai 2019

Discours du centre LGBTI de Normandie

"Merci à toutes d'être présent.e.s pour cette pride 2019 à Rouen !

Comme chaque année, des personnes sont là plutôt pour la musique et la danse, d'autres veulent améliorer leurs conditions de vie quotidiennes.

Stonewall n'était pas une soirée Mousse. C'était une révolte à New York face à l'oppression institutionnalisée des personnes lesbiennes, gays, bi, trans, et intersexes mais pas seulement. L'oppression touchait également les personnes SDF et les prostitué.e.s, ce qui les précarisait encore plus en ne leur permettant même pas de se retrouver dans ce bar, vêtues comme elles le souhaitaient, pour simplement y boire un verre.

En 2019 en France, ce constat peut encore être fait.

50 ans à défendre nos corps :

Nous militons pour la libre disposition de nos corps. Aucune autorité, qu'elle soit médicale, légale, étatique, ne doit s'opposer aux besoins des personnes LGBTI. En conséquence : nous demandons l'arrêt immédiat et total des mutilations et médicalisations non consenties des enfants intersexes, visant à normaliser leurs corps selon des standards binaires. Nous soutenons sans réserve la campagne de nos camarades du Collectif Intersexes et Allié.es en ce sens. Nous demandons également la gratuité et la dépsychitrisation totale de toutes les procédures médicales nécessaires aux personnes trans. Nous nous opposons à toute forme d'expertise, psychiatrique ou non, qui viserait à limiter l'accès à ces procédures. Les personnes trans doivent être seules maîtresses dans leurs trajectoires de transition. Nous exigeons donc le démantèlement complet de la Sofect/Fpath, dont le changement de nom ne vise qu'à donner une image neuve à une institution transphobe. Nous ne sommes pas dupes. Nous exigeons également la dépénalisation du travail du sexe qui a pour conséquence la précarisation et la dégradation des conditions de travail de nos camarades TDS.

50 ans à défendre nos familles :

Nous défendons le droit à la PMA pour tou.te.s (homos, bi.e.s, célibataires, trans) ainsi que le droit à l'auto-conservation des gamètes, et leur libre utilisation.

Nous réclamons la reconnaissance de toutes les familles, ce qui implique une reconnaissance légale de fait de tou.te.s les parents. L'autonomie des personnes ainsi que la libre disposition de leur corps n'est pas une question éthique à soumettre à un soit disant débat citoyen. Nos familles existent et n'ont pas à être soumises à la validation de tou-te-s.

Aujourd'hui en tant que conjoint, nous sommes contraints de nous marier pour pouvoir adopter nos propres enfants que nous avons vu naître. Là où un homme n'a qu'à passer en mairie pour reconnaître l'enfant qui vient de naître sans autre formalité, qu'il en soit le père ou pas. Une autre vision de la famille est nécessaire.

Nous défendons le droit pour chacun.e d'avoir des papiers d'identité permettant de mener une vie décente en France que l'on soit né-e-s en France ou à l'étranger, et le droit de faire modifier son état civil librement et gratuitement.

50 ans à défendre nos amours :

Concernant les migrants LGBTI :

Dans le monde, 72 pays condamnent l'homosexualité dont 8 par la peine de mort.

Nous réclamons des conditions d'accueil décentes garantissant l'accès aux droits sociaux et à l'hébergement. Ces droits doivent permettre aux personnes qui ont fui leur pays d'exprimer leur

identité sans craindre les violences institutionnelles et intra-communautaires. Ces droits existent mais ne sont pas toujours respectés !

Nous réclamons le droit de travailler pour les demandeurs d'asile.

Nous réclamons la suppression de la liste des pays dits « sûrs » établie par l'OFPRA, ainsi que le retrait des circulaires Dublin III et Valls, et du projet de loi Colomb. Ces textes vont à l'encontre du principe même du droit d'asile, et ne prennent pas en compte les difficultés vécues en France par les migrant.e.s. Ils ont pour seul objectif d'accélérer les procédures administratives.

Pour stopper les idées reçues sur le fait qu'« on ne peut soit disant pas accueillir tout le monde », l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration annonçait en 2017, 4773 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile sur les 5 départements normands. L'INSEE estimait la population normande à 3 499 280 habitant.e.s sur la même année. Les demandes de statuts de réfugié.e.s en Normandie représentaient donc seulement 0,14% de la population normande.

D'après l'OFII, les Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile normands étaient pleins à 130% sur 2017. Concrètement beaucoup de personnes migrant.e.s en procédure régulière de demande d'asile dorment dans la rue alors qu'elles respectent la loi. Il est donc urgent d'ouvrir plus de places d'hébergement.e.s afin d'être en mesure de faire respecter le droit d'asile en vigueur. La France ne fait pas face à une crise migratoire, mais à une crise de l'accueil. Et cette crise frappe durement la Normandie.

A Rouen, il faut rappeler que, cet automne, Romain a été agressé physiquement. Nous avons été nombreux.ses. à nous rassembler sur le pont de l'île Lacroix pour lui témoigner notre soutien. Cette agression a fait l'objet d'une importante médiatisation. Mais il faut aussi penser à toutes les victimes d'agression qui ne souhaitent pas médiatiser ce qui leur est arrivé.

Il n'est pas possible de résumer les agressions LGBTIphobes à la seule situation de Romain. Ce serait sans compter les cas de harcèlement scolaire, les victimes qui ne portent pas plaintes, celles qui sont victimes de maltraitances médicales, ou au sein de leur famille ou sur leur lieu de travail. Rappelons-nous de Lorena, femme transgenre mégenrée dans les médias généralistes, d'origine péruvienne, qui fut assassinée à Rouen, dans le hall de son immeuble dans la nuit du 20 au 21 février 2016. Il faut aussi parler de Cassandra, femmes trans assassinée à Rouen en 2012. Johnny Aubert a lui été assassiné à son domicile à Rouen en août 2012, la motivation homophobe du meurtre a été actée lors de la condamnation des meurtriers en mai 2017.

Marsha P. Johnson et Sylvia Riveira ont lancé les émeutes il y a 50 ans et le mouvement LGBTQI+ est toujours là.

Ce sont toujours les plus en marge de la norme hétéro-cisgenre qui ont le plus besoin que cette lutte aboutisse.

Marsha et Sylvia réclamaient des droits. Aujourd'hui nous avons plus de droits, ce qui montre que la lutte paie. Mais ce n'est pas suffisant. De Stonewall à aujourd'hui, la lutte continue !"

Article Gayviking sur la Pride 2019 à Rouen :

<https://www.gayviking.com/a-rouen-la-pride-2019-a-rassemble-2000-personnes>